



Déclarations et Discours

N° 75/6

REFERENCE

UNE NOUVELLE FORME DE COOPÉRATION: L'ÉTABLISSEMENT D'UN LIEN CONTRACTUEL ENTRE LE CANADA ET LA C.E.E.

Discours du premier ministre, M. P.-E. Trudeau, à Mansion House, Londres, le 13 mars 1975.

Lord maire,

En ce jour mémorable où l'on m'a remis, il y a environ une heure, les clefs de la cité de Londres, j'ai maintenant le grand honneur de m'adresser à vous dans cette salle historique où l'une des grandes figures de l'histoire du Canada, sir Wilfrid Laurier, a porté la parole deux fois, la première peu avant, la seconde peu après le début du siècle.

Mon passage au Guildhall et à Mansion House ne laisse pas de m'émouvoir. Si ces cérémonies m'émeuvent tellement, ce n'est pas parce qu'il s'agit de moi ni parce qu'elles sont si solennelles et anciennes, mais parce qu'elles se déroulent ici, en Angleterre. Il n'existe aucun autre pays au monde où la notion de liberté ait fait l'objet d'un aussi grand nombre de débats, où sa signification ait été aussi élargie et où l'usage qu'on en fait soit aussi bien protégé.

Être un homme libre, où que ce soit au monde, représente assurément une situation enviable; mais il est combien plus exaltant encore d'être un homme libre en Angleterre, de se trouver dans le pays par excellence de la liberté!

Au cours des siècles, les efforts de l'homme pour conquérir la liberté se sont manifestés de diverses manières selon que la tyrannie a pris des formes nouvelles ou a fait planer sa menace à partir de sources différentes. A une certaine époque, le tyran était incarné par la Couronne, à une autre par l'Église; à un moment donné la menace venait de l'intérieur, l'instant d'après elle provenait de l'extérieur du royaume.

Tout au cours de cette longue quête de la liberté, les objectifs atteints par le peuple anglais sont devenus la norme par rapport à laquelle les hommes et les femmes du monde entier ont évalué leurs propres réalisations. La Grande Charte et l'habeas corpus, la Pétition du Droit et la Déclaration des droits, toutes ces institutions qui ont assuré la victoire des libertés traditionnelles: liberté d'opinion, de conscience, d'association et

d'assemblée, sont devenues des modèles pour toutes les sociétés. Mais le calme social ne s'est pas pour autant établi en permanence, ni en Angleterre ni ailleurs. Et il ne faut pas nous en étonner. Je doute qu'aucun de ces grands observateurs de la scène anglaise qu'ont été les Bracton, les Locke, les Burke et les Bagehot ait jamais cru que la liberté politique ne devait pas être employée pour améliorer les autres aspects de la condition humaine. Et tel a été le cas. Une fois bien assis le principe des libertés dites "positives" -- liberté d'opinion, de conscience, d'association, d'assemblée, etc., -- il nous reste à lutter pour les libertés que l'on pourrait appeler "négatives", c'est-à-dire pour faire reconnaître le droit tout aussi inviolable de l'individu à sortir de sa misère et à se garantir contre la faim, la maladie, contre l'anéantissement par les armes nucléaires, contre la dégradation de l'environnement.

On s'est vite rendu compte que c'est beaucoup plus difficile, beaucoup plus délicat et que cela s'applique à beaucoup plus de choses qu'on ne l'avait cru au départ. Mais, ici, pas de tyran, de roi maudit, ni de fanatique, contre lesquels il faudrait concentrer toutes ses forces et rivaliser de ruse. Par ailleurs, pour relever les défis qui se posent actuellement et qui troublent notre bien-être, il faut beaucoup plus que du courage et de la passion: Azincourt, Trafalgar, la Chambre étoilée, c'est du passé. La lutte que nous menons actuellement est d'une tout autre envergure, mais nos moyens sont beaucoup plus limités. Ce n'est pas parce que Pitt ou Churchill ne sont plus là qu'on se demande où s'en va l'humanité; si on se pose cette question, c'est qu'on connaît bien l'ennemi auquel on a affaire. Il faut aux dirigeants beaucoup plus que de l'éloquence et que des qualités de chef pour trouver des solutions au déséquilibre monétaire, à la crise de l'alimentation et à la pollution de l'environnement. Ni Shakespeare ni Wordsworth, ni Kipling, ne sauraient trouver de mots assez poignants pour nous faire prendre conscience de la nécessité de garantir la stabilisation des produits de base et d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires. Il n'en reste pas moins que ces luttes mobilisent tous les habitants de notre planète; qu'il n'est plus possible de les mener dans une cour de justice sur un champ de bataille ou dans un parlement; pour en sortir vainqueurs, il nous faudra pouvoir compter sur des institutions et des structures administratives nouvelles et d'envergure considérable, en somme, sur la collaboration de tous les hommes. Il faut que les humains fassent cause commune et deviennent solidaires les uns des autres.

Anglais ou Canadiens, nous avons tous un rôle essentiel à jouer à cet égard. Mais il ne faut surtout pas penser que ce rôle nous

dicté par des sentiments plus altruistes qu'égoïstes. Il est dans notre intérêt -- comme il est de notre devoir -- de mettre à profit nos talents, notre expérience et nos connaissances pour régler les problèmes énormes avec lesquels l'humanité est aux prises aujourd'hui et qui constituent une menace sans précédent pour la liberté. Pour résoudre ces problèmes, il nous faudra prendre des décisions tout aussi importantes et tout aussi courageuses que celles qui s'imposèrent aux barons du début du XIIIe siècle lors de la rédaction de la Grande Charte. Or, ces décisions, si nous les pesons mûrement, auront les mêmes effets durables et marquants que la Grande Charte elle-même. Car le monde attend ces décisions, comme en 1215.

Le professeur J.C. Holt a écrit au sujet de la Grande Charte que "les barons n'y parlaient pas de liberté pour le principe, ni ne faisaient de concessions aux chevaliers et aux bourgeois par générosité, mais bien plutôt parce que la situation politique l'exigeait et que la structure de la société anglaise et du gouvernement ne leur permettait pas d'agir autrement".

Pour ma part, je crois que les changements à apporter aux relations internationales contemporaines, 760 ans après la signature de la Grande Charte à Runnymede, répondent aux mêmes impératifs: "la situation politique actuelle l'exige, et la structure de la société et des institutions mondiales ne nous laisse pas d'autre choix".

Nous avons, à notre époque, la possibilité de dénoncer et de combattre l'indifférence générale qui menace de faire glisser trop de sociétés dans la confusion et le désespoir. Or, nous aurons franchi un premier pas en ce sens lorsque nous aurons accepté deux faits: l'interdépendance des nations et la corrélation de tous les phénomènes. Bref, lorsque nous aurons reconnu cette vérité que tous les peuples du monde proclament depuis des siècles: nous sommes tous frères.

Nous n'avons, d'ailleurs, que depuis peu la preuve que la fraternité existe, tant dans la vie quotidienne qu'en théologie, et ce, grâce à des réalisations humaines. Les victoires progressivement remportées par l'homme sur les obstacles de taille que sont la distance, le temps et l'inconnu ont transformé le monde en l'espace d'un siècle, voire d'une génération. Or, si les changements ont été à ce point spectaculaires, c'est que les obstacles de jadis n'empêchaient pas seulement les déplacements, ils imposaient des limites naturelles aux armées, à la famine et aux épidémies, aux catastrophes naturelles et aux désastres attribuables à l'homme.

Aujourd'hui, ces frontières n'existent plus. Nous ne disposons de remparts à l'abri desquels nous pourrions prévenir ou éviter les calamités. Et ceux qui ne l'admettent pas sont de dangereux rêveurs; de même, les chefs d'État qui gouvernent leur pays comme s'il pouvait exister et prospérer dans la négation de la communauté internationale trompent leurs concitoyens, au même titre que ces artisans de l'opinion publique, politiciens, journalistes ou intellectuels, qui prétendent qu'il se trouve des solutions miracles à notre époque troublée. Par ailleurs, les citoyens qui se rallient d'emblée aux promesses séduisantes de ce genre trahissent leurs responsabilités d'hommes et de femmes libres, membres d'une société démocratique.

Nous ne faisons qu'un sur cette terre. Chacun a le pouvoir de nuire à tous les autres. Chacun d'entre nous doit assumer la responsabilité qui découle de ce pouvoir. Et chacun doit comprendre que le tort qu'on fait n'est ni éphémère ni transitoire, mais qu'il peut au contraire être réel et permanent. La coopération n'est plus seulement qu'avantageuse, elle est devenue absolument nécessaire à notre survivance.

Paradoxalement, mais heureusement aussi, c'est cette situation même qui est si prometteuse, tout comme l'était une situation différente pour les hommes clairvoyants de 1215. Bien que je craigne les ravages que provoquera inévitablement la persistance de l'égoïsme et de l'indifférence, je suis loin d'être pessimiste car je crois que nos instincts sont foncièrement positifs et que nous sommes capables de comportements essentiellement rationnels.

Du prédateur solitaire que l'homme était, ses instincts ont fait de lui un être intensément social, conscient des avantages de l'action commune et du partage des tâches, conscient également des avantages que présente la mise en place de nouvelles structures destinées à faciliter la coopération. Le cours de l'histoire dépend, dans une large mesure, de ces hommes et de ces femmes qui ont su être les architectes de l'organisation sociale. La contribution qu'ils ont apportée à l'humanité est toujours visible dans nos villages les plus humbles comme dans nos grandes métropoles. Il appartiendra d'autre part aux historiens de rendre compte des admirables réussites, ainsi que des nobles échecs qui sur le plan de l'organisation internationale ont marqué les trente dernières années. Plusieurs des institutions créées durant ce temps sont encore trop récentes et trop informelles pour qu'on puisse porter sur elles un jugement définitif. Tout en s'efforçant, comme il convient de travailler à leur modification et à leur perfectionnement, on doit avoir le plus grand respect pour l'instinct dont elles dérivent en quelque sorte. Ainsi l'Europe

de Jean Monnet. L'instinct de Monnet, son sens de l'avenir, ont allumé l'imagination de toute une génération. Monnet aura grandement stimulé chez ses contemporains le désir très ancien d'instaurer de nouvelles techniques de coopération, d'ériger de nouvelles structures afin de traiter et de régler les affaires toujours plus compliquées de notre monde. Nous avons pu le constater cette semaine: l'édifice n'est pas encore achevé, loin de là; mais il est déjà si imposant que des pays lointains -- dont le Canada -- ne peuvent pas ne pas être attentifs à sa réalité. Aussi, ai-je voulu l'examiner de près. Comme en octobre dernier, lord maire, me voici en Europe pour rencontrer les chefs de gouvernement de certains États de la Communauté économique européenne. A chacun d'eux, j'ai exprimé le désir du Canada d'établir des relations contractuelles avec la Communauté par le moyen desquelles chaque État membre et le Canada se tiendraient mutuellement informés, se consulteraient régulièrement et utilement, s'abstiendraient l'un et l'autre de se nuire volontairement et s'efforceraient de coopérer sur le plan commercial et de toute autre façon qui agréerait à la Communauté.

Nous nous sommes donné pour objectif l'établissement d'un lien contractuel. Nous ne savons pas -- et l'Europe elle-même ne sait pas -- jusqu'où et avec quelle rapidité sa tentative d'intégration la portera, ni quelle forme cette intégration pourra prendre finalement. Pour ces raisons, il est présentement impossible de conclure un accord général. Mais nous pouvons créer un mécanisme qui nous fournira les moyens (c'est-à-dire le "lien") et l'obligation (c'est-à-dire le "contrat") de nous consulter; nous avons en vue un mécanisme assez souple pour s'adapter aux types de juridiction que la Communauté européenne pourra éventuellement juger bon d'assumer.

Dans chacune des capitales que j'ai visitées, l'empressement des gouvernements à étudier cette idée m'a fort encouragé. Nulle part il ne m'a paru nécessaire d'insister sur le fait que le Canada ne cherche pas à obtenir le traitement préférentiel ou quelque avantage particulier -- car cela serait contraire au GATT -- mais seulement la garantie d'un traitement équitable de la part d'un ensemble économique en passe de devenir rapidement le plus puissant du monde. Depuis mon voyage de l'automne dernier, on a amorcé des pourparlers préliminaires dans le dessein de définir l'objet et d'établir la portée des futures négociations.

La mise en oeuvre de ce mode de coopération entre les pays industrialisés et la création d'organismes chargés d'établir cette coopération constituent une tâche essentielle. Mais quel que soit le soin que l'on apportera à la mise en place de ces

organismes et quelle qu'en soit la solidité, ils s'écrouleront et ne mériteront guère plus que l'intérêt blasé des historiens pour les vieilles pierres si on néglige de conférer un caractère planétaire à leur rayon d'action ou à la répartition de la richesse. Je constate avec plaisir qu'on a déjà commencé à donner une vaste portée à ces entreprises. On a franchi une étape dans la réalisation des promesses, et la Communauté européenne s'est engagée plusieurs fois à écarter toute tentation de se replier sur elle-même. La Communauté et certains pays en voie de développement ont en effet conclu, ces jours derniers, un accord historique. Cet accord constitue une remarquable contribution à la résolution des profondes divergences qui existent présentement entre les attitudes de plusieurs pays industrialisés à l'égard de la structure de l'économie internationale. Les pays du Tiers-Monde ont formulé leurs exigences clairement et nettement, mais non sans exprimer en même temps leur frustration et leur colère. Ces pays ne cherchent pas à obtenir des redressements partiels: ils veulent une restructuration générale de tous les éléments de l'économie -- fiscalité, monnaie, transport, capitaux. La réponse des pays industrialisés ne saurait être moins bien préparée ou moins explicite. Mais nous commettrions une lourde erreur et nous nous rendrions, ainsi qu'à nos enfants, un bien mauvais service en voyant là un affrontement. Et ce serait insensé de notre part, puisque les solutions ne sont pas hors de notre portée.

Nous savons maintenant que nous dépendons tous les uns des autres. Nous savons que la communauté humaine est un ensemble complexe dont tous les éléments sont intimement liés et dont la survie dépend entièrement de la biosphère. Nous savons également que cette interdépendance exige deux choses: premièrement, que nous maintenions un équilibre entre toutes nos formes d'activité, quelle qu'en soit la nature; et deuxièmement, que nous fassions en sorte de répartir équitablement, à l'échelle mondiale, les ressources et les possibilités.

Il faut, pour mener ces tâches à bien, plus qu'un simple raffinement du système actuel. La portée des méthodes et leur application doivent être universelles. Ces méthodes doivent être nouvelles par leur ampleur, sinon dans leur conception. Nul ne peut douter de leur nécessité.

Nous savons tous au fond de nous-mêmes ce qu'il faut faire, même si nous n'avons pas encore trouvé la façon de procéder.

Mettons-nous à l'oeuvre avec hardiesse et enthousiasme, sans tergiversation ni incertitude. Les vingt-cinq dernières années

ont vu s'étendre l'indépendance politique, s'accroître le progrès industriel, les échanges commerciaux et la richesse: ces améliorations n'ont pas été le fait d'hommes timides, pas plus que ne le seront les réalisations de la période de totale solidarité qui s'ouvre devant nous.

Le succès de toute initiative valable repose sur la qualité de ceux qui en sont les auteurs et sur leur attitude envers autrui. Le rôle de chef de file consiste aujourd'hui à encourager l'adoption d'une éthique globale. Une éthique qui rejette le déséquilibre actuel de la condition humaine dans ce que celle-ci a de fondamental: inégalité d'accès aux soins de santé, à une alimentation suffisante, au logement et à l'éducation. Une éthique qui s'étende à tous les hommes, à tous les pays, à tous les âges. Une éthique qui repose sur la confiance en son prochain. La confiance qu'avec un peu d'imagination et de discipline, on peut repenser l'actuelle structure économique du monde -- l'une des sources mêmes du déséquilibre humain -- pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et de demain. La confiance que les facteurs qui défavorisent les pays en voie de développement peuvent être supprimés de nos systèmes monétaire et commercial. La confiance que nous pouvons établir un ordre commercial qui soit vraiment universel plutôt que réservé à certains groupes, ou qui ne favorise pas certains groupes caractérisés suivant des critères géographiques, linguistiques, idéologiques, religieux ou autres. La confiance que l'accès aux capitaux pour le commerce et le développement ne sera pas limité par des facteurs autres que ceux qui sont acceptés par tous, comme nécessaires à la vitalité du système mondial dans son ensemble.

Pour atteindre ce nouvel équilibre, nous devons viser à rien moins qu'à la répartition convenable des richesses mondiales. Il ne faut pas attacher plus d'importance à la situation accidentelle de formations géologiques utiles qu'à l'acquisition inégale de compétences techniques et administratives. Mais il importe de prêter attention aux nations désireuses de s'aider elles-mêmes. Nous devons encourager et stimuler les peuples qui, si l'occasion leur en est fournie, sont prêts à s'imposer eux-mêmes une discipline, à faire preuve de tolérance et à travailler énergiquement.

Pour mieux répartir les richesses, il ne sera pas nécessaire de remplacer le système monétaire actuel, ni d'abandonner des techniques commerciales qui ont eu tant de succès jusqu'à présent et qui ont permis à un nombre croissant d'individus de connaître, dans le monde entier, une aisance sans précédent. Il faudra cependant se montrer ingénieux et décidé, comme on a dû l'être

pour conclure le récent accord de Lomé concernant le commerce, l'aide et la coopération entre la Communauté européenne et quarante-six pays du Tiers-Monde répartis entre l'Afrique, les Antilles et le Pacifique, accord qui vise à assurer, entre autres choses, la stabilisation des recettes en devises étrangères que ces quarante-six pays tirent de douze produits principaux. Il faudra retrouver l'esprit qui a inspiré les récentes recommandations du Fonds monétaire international et de la Banque internationale concernant le taux de change flottant, l'aide au développement, l'élargissement des processus de décision, l'extension des droits de tirage spéciaux et l'étude de la possibilité d'établir des stocks de régularisation internationaux de matière premières. Il faudra enfin ces dispositions mêmes qui seront nécessaires à la Grande-Bretagne et au Canada pour assumer leurs responsabilités à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Kingston, le mois prochain et aux rencontres internationales subséquentes où seront abordées des questions d'ordre économique.

Nous franchirons une première étape importante à cet égard en acceptant simplement quelques postulats de base, notamment:

- 1) la nécessité de coordonner les politiques économiques nationales et de les élaborer en consultation étroite et permanente;
- 2) la nécessité d'entamer prochainement des négociations commerciales multilatérales et de libéraliser sans délai les tarifs et les barrières non tarifaires dans le cadre du GATT;
- 3) la nécessité de raffermir la direction politique du Fonds monétaire international et les structures administratives des autres organismes internationaux;
- 4) la nécessité de mettre à exécution résolument les décisions prises lors de la Conférence de Stockholm sur l'environnement et de la Conférence mondiale sur l'alimentation;
- 5) la nécessité de faire avancer les choses à la Conférence de révision du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et à la prochaine session spéciale de l'Assemblée générale qui portera sur le développement.

Considérons tous ces besoins comme des défis plutôt que de

simples façons d'éviter la catastrophe. Sachons être à la hauteur de la situation et nous verrons surgir de belles occasions d'instaurer dans le monde un équilibre dynamique entre l'homme et la nature et au sein de l'humanité. Nous sommes mis au défi de partager nos denrées alimentaires, notre technologie, nos ressources et nos connaissances scientifiques. Personne ne manquera de ces choses si nous administrons sagement nos richesses. Pour cela, il faut moins nous attacher à ce que nous possédons qu'à ce que nous sommes et à ce que nous pouvons devenir.

J'ose croire que partout dans le monde on comprendra un jour qu'aucun individu, aucun gouvernement, aucune nation n'est capable de vivre dans l'isolement, ni de mettre en oeuvre une politique incompatible avec les intérêts présents et futurs des autres. Ce respect de soi ne se communique pas naturellement, mais il dépend pour subsister de l'accès à la justice sociale. Chacun d'entre nous doit s'efforcer dans toute la mesure du possible d'accorder à toutes les personnes une part égale de dignité humaine, afin que l'espoir et la foi en l'avenir ne soient pas l'apanage exclusif d'une minorité, mais qu'ils s'étendent au monde entier.

Cette responsabilité, chacun de nous doit l'assumer. Impossible de la passer à d'autres. Impossible de la subordonner aux actes ou aux omissions des autres. Elle fait appel à notre intérêt, à notre générosité, à notre honnêteté.

Dans ce "village global" qui est le nôtre, nous sommes tous responsables.

Personne n'a le droit de se soustraire à ses obligations. Tout échec rejaillira tragiquement sur tous les hommes. Mais, et c'est heureux, nous profiterons tous de l'avantage, de la joie et de la satisfaction -- de la liberté -- dont s'accompagnera l'accomplissement de notre devoir.

S/C